

BRÈVES ÉCONOMIQUES Service économique régional de Canberra

Le Service économique régional (SER) de Canberra est heureux de partager les brèves Australie, Nouvelle-Zélande, Pacifique du 31 octobre au 6 novembre 2025.

À Retenir

- Australie : La Banque centrale maintient le taux directeur à 3,6 %
- Nouvelle-Zélande : Feu vert pour le premier projet accéléré Fast-track dans le domaine des énergies renouvelables
- Pacifique : 10,2 M d'habitants en PNG d'après le premier recensement depuis 2011

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

Nouvelle-Zélande

5,3%

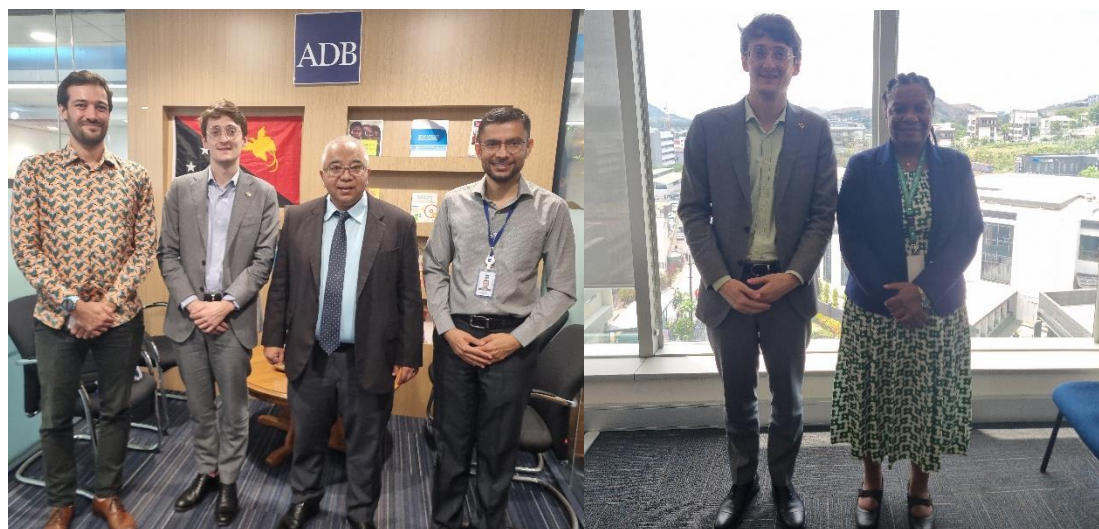
Taux de chômage en
septembre 2025

Le taux de chômage a atteint 5,3 % en Nouvelle-Zélande au troisième trimestre 2025, contre 5,2 % au deuxième trimestre. Il s'agit du plus haut niveau enregistré depuis 2016 et marque le quatrième trimestre consécutif au cours duquel le taux de chômage dépasse 5 %. La montée du chômage s'explique par le ralentissement de l'économie, qui a pesé sur le marché du travail : 18 000 emplois ont été supprimés en un an. Les jeunes sont les plus affectés par cette tendance : 15,2 % des actifs âgés de 15 à 24 ans étaient sans emploi, contre 13,1 % au T3 2024. Les salaires ont augmenté de 2,1 % en un an, alors que l'inflation s'établissait à 3,0 % sur la même période. Au total, 12,9 % des actifs étaient au chômage ou en sous-emploi, la proportion la plus importante depuis 2020. Ces résultats étaient attendus et devraient justifier une nouvelle baisse du taux directeur de 25 points de base ce mois-ci, le portant à 2,25 %. La ministre des Finances, Nicola Willis, a exprimé sa confiance dans l'action du gouvernement, notamment les investissements dans les infrastructures et la baisse des impôts, pour relancer l'emploi. [Stats NZ](#), [RNZ](#)

Retour sur

Le Service économique régional s'est rendu en Papouasie-Nouvelle-Guinée du 28 au 31 octobre pour accompagner une délégation de douze entreprises de Nouvelle-Calédonie en mission dans le pays. Cette mission, conduite par le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et organisée par la Chambre de commerce et d'industrie de Nouvelle-Calédonie, a permis de consolider le dialogue constructif entre les deux territoires, de promouvoir le savoir-faire calédonien dans des secteurs variés tels que l'industrie, la formation, les transports ou l'agroalimentaire, et d'ouvrir de nouvelles opportunités pour les entreprises participantes.

Avec le soutien de l'Ambassade de France en Papouasie-Nouvelle-Guinée, le SER a également rencontré Mme Rhoda Karl, First Assistant Secretary au service des politiques macroéconomiques du Trésor de PNG, afin d'échanger sur la situation économique et budgétaire du pays ainsi que sur ses perspectives développement. Des échanges avec l'AFD et Expertise France, avec les partenaires internationaux de la Papouasie-Nouvelle-Guinée (Banque asiatique de développement, FMI, Haut-Commissariat d'Australie, etc.), ainsi qu'avec des entreprises locales (BSP, PNG Air...), ont également permis d'approfondir la compréhension du pays, dont les richesses naturelles offrent de solides perspectives de croissance, mais qui demeure confronté à des défis persistants de gouvernance et à un déficit d'infrastructures freinant son développement.



AUSTRALIE

La Banque centrale maintient le taux directeur à 3,6 %

Le conseil de la Banque de réserve australienne (BRA) en charge de la politique monétaire a voté mardi à l'unanimité le maintien du taux directeur à 3,6 %. L'annonce, largement attendue, est justifiée par la hausse de l'inflation à 3,2 % enregistrée au troisième trimestre 2025. La BRA s'attend à une poursuite de cette dynamique l'année prochaine, avec une inflation atteignant 3,7 % en glissement annuel à la mi-2026 et a alerté sur une probable hausse du coût de l'immobilier et des services. Michelle Bullock, Gouverneure de la BRA, a déclaré que la hausse du chômage au troisième trimestre ne constituait pas un problème à long terme et n'appelait pas à un réajustement de la politique monétaire. La banque centrale a revu le taux directeur à la baisse à trois reprises cette année, la dernière baisse ayant été décidée en août. Le Trésorier Jim Chalmers a critiqué la décision, estimant qu'une nouvelle baisse du taux aurait soutenu le pouvoir d'achat des ménages australiens. [The Guardian](#)

Le gouvernement élargit la liste des plateformes interdites aux moins de 16 ans

Le gouvernement australien a confirmé l'ajout de Reddit et Kick à la liste des plateformes numériques interdites aux utilisateurs de moins de 16 ans à partir du 10 décembre. Ces deux plateformes s'ajoutent à une liste qui comprend déjà Facebook, Instagram, TikTok, X et YouTube. Les entreprises concernées devront mettre en place des mécanismes fiables de vérification de l'âge et de l'identité afin d'empêcher la création de comptes par des adolescents. En cas de manquement, des amendes pouvant atteindre 50 M AUD pourront être appliquées. Le gouvernement justifie cette décision par la nécessité de réduire l'exposition des jeunes aux contenus inappropriés, aux risques liés à la désinformation et à la dépendance numérique. Cette réglementation s'inscrit dans une stratégie plus large de responsabilisation des acteurs technologiques et de promotion d'un environnement numérique plus sûr, tout en soulevant des débats sur la faisabilité technique et la protection de la vie privée des utilisateurs. [AFR](#)

BHP cède une partie du site de Mount Arthur pour prolonger l'exploitation charbonnière en Nouvelle-Galles du Sud

La société minière australienne BHP a annoncé la cession d'environ 3 700 hectares de son site de Mount Arthur, situé dans la région de la Hunter Valley, à Malabar Resources, opérateur du gisement voisin. Cette transaction permettra à Malabar de poursuivre l'exploitation du charbon métallurgique sur une zone jusqu'alors destinée à la réhabilitation environnementale. La décision marque un ajustement dans la stratégie de BHP, qui prévoyait initialement de fermer le site d'ici 2030 dans le cadre de sa transition énergétique. Selon l'entreprise, cette opération garantit une forme de continuité économique et sociale pour les communautés locales, tout en réduisant son exposition directe au charbon thermique. Le transfert inclut des engagements environnementaux spécifiques et s'inscrit dans une approche de sortie

progressive du secteur charbonnier, tout en maintenant une contribution significative à l'emploi régional et à la chaîne d'approvisionnement minière australienne. [ABC](#)

Le ministre de l'Environnement et de l'Eau présente sa déclaration annuelle sur le leadership international de l'Australie en matière d'environnement

Murray Watt, ministre de l'Environnement et de l'Eau depuis mai 2025, a présenté au Parlement la déclaration annuelle sur la protection de l'environnement. Elle met en avant le travail accompli cette année en matière de protection de la nature, notamment : la protection de la moitié des mers et océans australiens par des parcs marins, avec un objectif d'augmentation des zones hautement protégées d'ici 2030, le lancement des travaux sur la première génération de zones marines protégées en haute mer dans le cadre du traité BBNJ, la co-présidence avec le Chili de *l'Alliance 100 percent for Sustainable Ocean Management*, un fort engagement pour le traité international sur la pollution plastique, l'objectif de renforcer les mesures du programme pour l'économie circulaire, le financement de la *Pacific Resilience Facility* en faveur des pays du Pacifique et les efforts visant à protéger 30 % du territoire australien d'ici 2030. [DCCEEW](#), [DCCEEW](#)

Lancement du programme de certification des émissions bas carbone Guarantee of Origin

Le programme « Guarantee of Origin » (GO) a été officiellement lancé le 3 novembre 2025. Il fournit un cadre volontaire de mesure et de traçabilité des émissions afin de certifier le caractère renouvelable de l'électricité produite. Il offre un nouvel avantage concurrentiel aux entreprises et aux exportateurs australiens qui cherchent à tirer parti de la demande croissante en électricité renouvelable et en énergies propres. Le programme certifie les émissions de produits tels que l'hydrogène et les métaux verts, offrant ainsi aux consommateurs, aux investisseurs et à l'industrie l'assurance qu'ils sont réellement à faible intensité carbone. Il devrait renforcer la confiance dans l'achat de produits plus propres, fabriqués en Australie, qui peuvent être utilisés sur le marché intérieur ou exportés vers des pays qui décarbonisent leur économie. Les entreprises peuvent désormais s'enregistrer auprès du *Clean Energy Regulator* pour obtenir deux types de certificats : les certificats PGO (Product Guarantee of Origin), qui enregistrent l'intensité des émissions et les principales caractéristiques des produits propres tels que l'hydrogène vert ; et les certificats REGO (Renewable Electricity Guarantee of Origin), qui vérifient quand, où et comment l'électricité renouvelable a été produite. [DCCEEW](#)

NOUVELLE-ZELANDE

Feu vert pour le premier projet de procédure accélérée Fast-Track dans le domaine des énergies renouvelables

Le ministre des Infrastructures, Chris Bishop, et le ministre du Développement régional, Shane Jones, se sont félicités de l'approbation du premier projet d'énergie renouvelable dans le cadre

de la loi Fast-Track sur les autorisations accélérées. La société Genesis Energy Limited a déposé une demande en avril 2025 afin de poursuivre l'exploitation et la maintenance du réseau hydroélectrique de Tekapo, qui comprend plusieurs centrales électriques, sous-stations et canaux. Chris Bishop a déclaré que cette décision démontrait l'efficacité du nouveau processus, soulignant que la demande n'avait pris que 80 jours pour être approuvée après la nomination du comité, contrairement aux longs délais imposés par le Resources Management Act. Le projet énergétique de Tekapo produit suffisamment d'électricité propre pour alimenter plus de 228 000 foyers de la région Canterbury. [Beehive.govt.nz](https://www.beehive.govt.nz)

La Nouvelle-Zélande, nouveau terrain d'expansion pour le luxe français

La Nouvelle-Zélande suscite désormais l'intérêt des grandes maisons de luxe internationales, alors même qu'elle ne figurait pas jusque-là parmi les marchés prioritaires. Des marques emblématiques telles que Cartier, Tiffany & Co., Van Cleef & Arpels et Graff ont ouvert des boutiques dans le pays. Plusieurs facteurs expliquent cette dynamique : un pouvoir d'achat relativement élevé par habitant, un environnement politique et économique stable, ainsi qu'un nombre croissant de consommateurs locaux et de touristes haut de gamme. Les marques de luxes cherchent aujourd'hui à explorer de nouveaux marchés, ce qui profite à la zone océanienne. L'ouverture de ces boutiques répond à une demande nettement supérieure aux prévisions, tant pour la joaillerie que pour la maroquinerie. Face à cette tendance, certains analystes estiment que la Nouvelle-Zélande pourrait devenir un laboratoire, permettant aux marques de tester de nouveaux concepts à plus petite échelle avant une extension sur les marchés asiatiques. [AFR](#)

Les ventes d'antibiotiques agricoles continuent de baisser depuis 2017

Le *Ministry for Primary Industries* a publié les données de vente des antibiotiques agricoles pour 2024 (37 858 kg), qui montrent une baisse de 4 % par rapport à 2023. Cette réduction s'explique principalement par une baisse des pénicillines (-15 %) et des céphalosporines (-12 %). La tendance baissière se poursuit ainsi depuis 2017, année de pic avec un volume de 71 361 kg. Le secteur agricole salue ce résultat, qu'il attribue à une bonne coopération entre les vétérinaires, les agriculteurs, les filières et l'agence *New Zealand Food Safety*. [MPI](#), [Farmers Weekly](#)

PACIFIQUE

10,2 M d'habitants en PNG d'après le premier recensement depuis 2011

Le Bureau national des statistiques (BNS) de Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) a publié les conclusions du recensement conduit en 2024, qui décompte 10,2 M d'habitants dans le pays. Le dernier recensement, mené en 2011, dénombrait 7,3 M d'habitants, soit une hausse de 40 % de la population en 13 ans. Le BNS conclut également à un déséquilibre entre les deux sexes :

le pays compterait 110 hommes pour 100 femmes. Les données publiées sont toutefois remises en question, le recensement ayant été marqué par des problèmes logistiques et administratifs ayant retardé la collecte des données de trois mois. Les Nations unies considèrent que le recensement ne remplit pas les conditions de fiabilité, en raison du faible nombre de questions posées aux recensés. Par ailleurs, la population enregistrée est également contestée, le Fonds des Nations unies pour la population ayant estimé la population à 11,8 M habitants en 2021. [RNZ](#), [BNS](#)

Les Îles Cook obtiennent un financement climatique de 40 M USD

Le Fonds vert pour le climat (FVC) a approuvé un projet visant à renforcer la résilience des Îles Cook face aux risques climatiques. Le pays est particulièrement vulnérable aux cyclones tropicaux : les pertes directes liées aux phénomènes météorologiques extrêmes représentent 5 M USD par an, soit 2 % du PIB avec le secteur de la construction comptant pour 90 % des pertes. Le projet du FVC permettrait un renforcement de la résilience du parc immobilier, répondant aux risques croissants induits par le dérèglement climatique : 2 150 bâtiments seront rénovés, en plus d'un renforcement des infrastructures garantissant l'accès à l'eau potable. Le projet, qui sera adapté au niveau local pour répondre aux besoins des communautés, inclut également une mission de sensibilisation aux risques climatiques. Le gouvernement des Îles Cook s'est félicité de la validation du projet, financé à 90 % par une subvention du FVC. [CIN](#)

Un budget de 317 M USD validé par le Parlement samoen après des mois de blocage

Les députés samoens ont officiellement approuvé le budget pour l'année fiscale 2025-26 après plusieurs jours de débats. La loi votée prévoit un budget de près d'1 Md WSD (317 M USD), avec des investissements accrus à l'échelle locale et une hausse des dépenses sociales (retraites, pensions d'invalidité). Le vote du budget met fin à une crise politique en cours depuis mai et constitue une victoire pour le nouveau gouvernement de La'auli Leuatea Schmidt. La précédente Première ministre, Fiamē Naomi Mata'afa, avait été poussée à la démission devant l'opposition du Parlement sur la question du budget. Le blocage institutionnel avait poussé le chef de l'Etat à déclarer l'état d'urgence économique le 26 septembre. L'État était financé depuis par un budget d'urgence. Mata'afa, désormais députée d'opposition, a exhorté le gouvernement à plus de transparence sur l'utilisation faite du budget d'urgence. [Samoa Observer](#), [RNZ](#)

Pacific Nickel Mines se retire du projet Kolosori aux Îles Salomon

La société Pacific Nickel Mines Limited, basée en Australie, a annoncé la vente complète de son projet Kolosori situé sur l'île d'Isabel aux Îles Salomon à la société Green Rock Limited. Le projet accusait une dette d'environ 30,6 millions AUD, ce qui a conduit Pacific Nickel Mines à

vendre le projet minier pour un dollar symbolique. Cette cession permet à Pacific Nickel de réduire sa dette tout en conservant une redevance de 1 % sur la production future du site. L'opération s'inscrit dans un contexte de consolidation du secteur minier dans le Pacifique, où les coûts logistiques et les exigences environnementales influencent fortement les choix d'investissement. Le désengagement du projet Kolosori permettra à l'entreprise de concentrer ses ressources sur d'autres actifs de nickel jugés plus rentables à moyen terme. Le gouvernement des Îles Salomon a salué l'accord, estimant qu'il offrira des perspectives de relance pour le développement minier local tout en maintenant les standards environnementaux requis. [Mining Journal](#)

PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

	Population (M)	PIB (Md USD)	PIB/hab	Croissance (%)			Solde courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	Taux de chômage (%)	Taux directeur (%)	Inflation (%)
		2024	2024	2024	2025(p)	2026 (p)	2024	2024			
Australie	27,5 (T2 2025)	1 795	65 529	1,0	1,8	2,1	-1,9	50,7	4,5 (Sept-25)	3,6 (Août-25)	3,2 (T3-25)
Nouvelle-Zélande	5,3 (T2 2025)	258	48 839	-0,6	0,8	2,2	-6,1	50,2	5,3 (Sept-25)	2,5 (Oct-25)	3,0 (T3-25)

	Population (M)	PIB (Md USD)	PIB/hab (USD)	Croissance (%)			Compte courant (% du PIB)	Dette publique (% du PIB)	IDH (rang mondial)	Inflation (%)
	2024	2024	2024	2024	2025 (p)	2026 (p)	2024	2024	2025	2024
Papouasie-Nouvelle-Guinée	12,5	31,9	2 548	3,8	4,7	3,5	15,2	53,7	160	0,7
Fidji	0,9	6,0	6 466	3,5	3,2	3,1	-7,8	79,1	111	1,3
Îles Salomon	0,8	1,8	2 271	2,5	2,7	2,8	-3,7	22,1	156	5,6
Vanuatu	0,3	1,1	3 159	0,9	1,7	2,8	-15,4	45,3	146	-0,7
Samoa	0,2	1,2	5 573	4,6	2,7	3,2	4,4	25,2	122	0,8
Kiribati	0,1	0,3	2 425	5,3	3,9	3,2	-19,3	9,9	140	2,9
Tonga	0,1	0,6	5 636	2,1	2,7	2,3	-3,8	37,0	92	6,4
Micronésie	0,1	0,5	4 958	0,7	1,0	1,4	1,1	10,9	149	3,0
Îles Marshall	0,04	0,3	7 395	3,0	2,5	4,1	14,0	13,2	108	5,7
Palaos	0,02	0,3	17 889	12,0	4,5	3,3	-22,2	66,3	84	2,3
Nauru	0,01	0,2	13 500	1,6	2,1	1,9	6,2	17,4	124	12,3
Tuvalu	0,01	0,1	5 600	3,1	3,0	2,6	7,3	7,0	129	4,5

Sources: FMI et données nationales

À NE PAS MANQUER !

Focus : Exposition Grand Paris Express (24-28 novembre, Melbourne)



A l'occasion du salon AusRail 2025, **l'Ambassade de France en Australie, en partenariat avec Keolis SNCF, RATP Dev, Transdev, Bouygues, Systra, Vinci et la Société des Grands Projets, présentera une exposition dédiée au Grand Paris Express du 24 au 28 novembre à Melbourne.** Cet événement mettra en lumière le savoir-faire français dans le domaine du transport urbain, de l'ingénierie ferroviaire et de l'innovation durable. Le Grand Paris Express, plus gros projet d'infrastructure d'Europe avec 200km de nouvelles lignes de métro et 68 gares, incarne une nouvelle génération de transports publics, plus connectés et performants. Au fil de la semaine, les partenaires français bénéficieront de temps dédiés pour présenter leurs technologies, leurs projets et leur vision de la mobilité. Mais l'ambition va au-delà de la démonstration de compétences : **l'exposition vise à ouvrir un dialogue stratégique avec l'Australie, à comprendre ses défis en matière de transport et à partager les enseignements du Grand Paris Express dans un contexte d'investissements conséquents dans le ferroviaire.** L'objectif est de renforcer la coopération franco-australienne dans les grands projets de transport et d'infrastructures.

Événements à venir

Melbourne	13 novembre	<u>FACCI</u>	Electric Vehicles & the Grid: Driving Flexibility in Transport	<u>Inscrivez-vous ici !</u>
Brisbane	19 novembre	<u>FACCI</u>	European end of year Celebration	<u>Inscrivez-vous ici !</u>
Melbourne	24-28 novembre	<u>Ambassade de France en Australie</u>	Exposition Grand Paris Express	<u>Pour plus d'informations : nous contacter !</u>
Melbourne	24-28 novembre	<u>Business France</u>	Salon AusRaiL- Délégation d'entreprises françaises	<u>Pour plus d'informations : nous contacter !</u>

Nous contacter : ines.abderrahmane@dgtresor.gouv.fr

Vous avez manqué nos dernières brèves ? Retrouvez-les ici

[LinkedIn du SER de Canberra](#)

[Site internet du SER de Canberra](#)

Pour recevoir nos brèves directement dans votre boîte mail, [inscrivez-vous en cliquant ici](#).

Clause de non-responsabilité : Les Brèves économiques du Service économique régional de Canberra, rédigées à partir d'informations publiques, sont à but strictement informatif. Le SER décline toute responsabilité quant à l'utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elles contiennent.

SER de Canberra

6 Perth avenue Yarralumla, Canberra ACT 2600, AUSTRALIE

Vous avez reçu cet email parce que vous vous êtes inscrit à notre newsletter.

[Se désinscrire](#)